

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/205733]

8 NOVEMBRE 2018. — Décret modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modification du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité*

Article 1^{er}. À l'article 2 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, modifié par le décret du 11 avril 2014, le 52^o, abrogé par le décret du 11 avril 2014, est rétabli dans la rédaction suivante :

« 52^o « commune enclavée » : la commune dont tout ou partie du réseau de distribution situé sur son territoire est géré par un autre gestionnaire que le gestionnaire de réseau de toutes les communes limitrophes; ».

Art. 2. À l'article 10 du même décret, modifié par les décrets des 17 juillet 2008, 11 avril 2014 et 11 mai 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, les alinéas 1 et 2 sont remplacés par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le Gouvernement désigne, après avis de la CWaPE et sur proposition de la ou des communes sur le territoire desquelles se situe le réseau, le gestionnaire du réseau de distribution.

La désignation respecte les conditions suivantes :

1^o la commune propose un gestionnaire de réseau de distribution, après appel public à candidats, sur la base d'une procédure transparente et non discriminatoire et sur la base de critères préalablement définis et publiés;

2^o le gestionnaire de réseau proposé répond aux conditions de désignation visées au présent décret et dispose de la capacité technique et financière requise;

3^o la commune ne peut pas être enclavée, sauf si le gestionnaire de réseau de distribution est spécifique à la commune. La condition de non enclavement ne s'applique pas aux communes enclavées au moment de l'entrée en vigueur du décret du 8 novembre 2018 modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz;

4^o la commune ne peut pas proposer plusieurs gestionnaires de réseaux de distribution sur son territoire pour la gestion du réseau de distribution d'électricité.

Si le gestionnaire de réseau désigné n'est, au moment de la désignation, pas propriétaire du réseau ou ne dispose pas d'un droit d'usage sur ce réseau, la désignation est faite sous condition suspensive de l'acquisition, par le gestionnaire de réseau, de ce droit de propriété ou d'usage. »;

2^o au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les phrases « En cas de scission, le Gouvernement décide, sur proposition de la CWaPE, si les nouvelles entités doivent ou non obtenir un renouvellement du mandat de gestionnaire de réseau de distribution. En cas de fusion entre gestionnaires des réseaux de distribution, le mandat perdure pour le terme supérieur des mandats octroyés. » sont abrogées;

3^o le paragraphe 2 est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« La procédure et les conditions visées au paragraphe 1^{er} s'appliquent :

1^o lorsque la désignation d'un gestionnaire de réseau de distribution atteint le terme initialement fixé;

2^o lorsqu'il est procédé à un changement de gestionnaire de réseau de distribution avant le terme de la désignation, quelle que soit la circonstance ou l'opération juridique à l'origine de ce changement.

Pour les cas prévus à l'alinéa 2, 2^o, la nouvelle désignation est valable jusqu'au terme initialement prévu pour la désignation du gestionnaire de réseau de distribution précédent. »;

4^o il est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Le Gouvernement peut préciser les conditions et la procédure de désignation, que celle-ci intervienne à terme ou avant le terme de la désignation initiale. ».

Art. 3. À l'article 10bis, § 1^{er}, du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « le gestionnaire de réseau a été proposé par une commune propriétaire d'une partie du réseau sur son territoire ou par une commune enclavée, le Gouvernement, s'il désigne ce gestionnaire de réseau sous condition suspensive, conformément à l'article 10, § 1^{er}, » sont remplacés par les mots « la commune est soit enclavée, soit desservie par deux gestionnaires de réseaux de distribution, soit propose un autre gestionnaire de réseau de distribution que celui dont le mandat est en cours ou arrive à terme, le Gouvernement »;

2^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « et nécessaire » sont remplacés par les mots « , lorsque cette expropriation est nécessaire »;

3^o l'alinéa 2 est abrogé.

CHAPITRE II. — *Modification du décret du 19 décembre 2002 relatif
à l'organisation du marché régional du gaz*

Art. 4. L'article 2 du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, modifié en dernier lieu par le décret du 11 mai 2018, est complété par un 57^o rédigé comme suit :

« 57^o « commune enclavée » : la commune dont tout ou partie du réseau de distribution situé sur son territoire est géré par un autre gestionnaire que le gestionnaire de réseau de toutes les communes limitrophes; ».

Art. 5. À l'article 10 du même décret, modifié par les décrets des 17 juillet 2008 et 21 mai 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er}, est remplacé par ce qui suit :

« Le Gouvernement désigne, après avis de la CWaPE et sur proposition de la ou des communes sur le territoire desquelles se situe le réseau, le gestionnaire du réseau de distribution »;

2^o au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est remplacé par deux alinéas rédigés comme suit :

« La désignation est faite dans le respect des conditions suivantes :

1^o la commune propose un gestionnaire de réseau de distribution, après appel public à candidats, sur la base d'une procédure transparente et non discriminatoire et sur la base de critères préalablement définis et publiés;

2^o le gestionnaire de réseau proposé répond aux conditions de désignation visées au présent décret et dispose de la capacité technique et financière requise;

3^o la commune ne peut pas être enclavée, sauf si le gestionnaire de réseau de distribution est spécifique à la commune. La condition de non enclavement ne s'applique pas aux communes enclavées au moment de l'entrée en vigueur du décret du 8 novembre 2018 modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz;

4^o la commune ne peut pas proposer plusieurs gestionnaires de réseaux de distribution sur son territoire pour la gestion du réseau de distribution de gaz.

Si le gestionnaire de réseau désigné n'est, au moment de la désignation, pas propriétaire du réseau ou ne dispose pas d'un droit d'usage sur ce réseau, la désignation est faite sous condition suspensive de l'acquisition, par le gestionnaire de réseau, de ce droit de propriété ou d'usage. »;

3^o au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 3 est supprimé;

4^o au paragraphe 2, alinéa 2, les phrases « En cas de scission, le Gouvernement décide, sur proposition de la CWaPE, si les nouvelles entités doivent ou non obtenir un renouvellement du mandat de gestionnaire de réseau. En cas de fusion entre gestionnaires des réseaux, le mandat perdure pour le terme supérieur des mandats octroyés. » sont abrogées;

5^o le paragraphe 2 est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« La procédure et les conditions visées au paragraphe 1^{er} s'appliquent :

1^o lorsque la désignation d'un gestionnaire de réseau de distribution atteint le terme initialement fixé;

2^o lorsqu'il est procédé à un changement de gestionnaire de réseau de distribution avant le terme de la désignation, quelle que soit la circonstance ou l'opération juridique à l'origine de ce changement.

Pour les cas prévus à l'alinéa 3, 2^o, la nouvelle désignation est valable jusqu'au terme initialement prévu pour la désignation du gestionnaire de réseau de distribution précédent. Le Gouvernement peut décider de fixer un terme différent. »;

6^o au paragraphe 3, les mots « désignation, renouvellement et » sont supprimés;

7^o il est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Le Gouvernement peut préciser les conditions et la procédure de désignation, que celle-ci intervienne à terme ou avant le terme de la désignation initiale. ».

Art. 6. À l'article 10bis, § 1^{er}, du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « le gestionnaire de réseau a été proposé par une commune propriétaire d'une partie du réseau sur son territoire ou par une commune enclavée, le Gouvernement, s'il désigne ce gestionnaire de réseau sous condition suspensive, conformément à l'article 10, § 1^{er}, » sont remplacés par les mots « la commune est soit enclavée, soit desservie par deux gestionnaires de réseaux de distribution, soit propose un autre gestionnaire de réseau de distribution que celui dont le mandat est en cours ou arrive à terme, le Gouvernement »;

2^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « et nécessaire » sont remplacés par les mots « lorsque cette expropriation est nécessaire »;

3^o l'alinéa 2 est abrogé.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 8 novembre 2018.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des Chances, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-Être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

—
Note

(1) Session 2018-2019.

Documents du Parlement wallon, 1190 (2018-2019) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 7 novembre 2018

Discussion.

Vote.

—————
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/205733]

8. NOVEMBER 2018 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts und des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Abänderungen des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der
Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts*

Artikel 1 - In Artikel 2 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, abgeändert durch das Dekret vom 11. April 2014, wird die durch das Dekret vom 11. April 2014 aufgehobene Ziffer 52 mit folgendem Wortlaut wieder eingeführt:

„52° „eingeschlossene Gemeinde“: die Gemeinde, deren auf ihrem Gebiet befindliches Verteilernetz ganz oder teilweise von einem anderen Betreiber als dem Netzbetreiber aller angrenzenden Gemeinden betrieben wird;“

Art. 2 - In Artikel 10 desselben Dekrets, abgeändert durch die Dekrete vom 17. Juli 2008, 11. April 2014 und 11. Mai 2018 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 sind die Absätze 1 bis 2 durch Folgendes zu ersetzen:

„§ 1. Nach abgegebener Stellungnahme der CWaPE und auf Vorschlag der Gemeinde(n), auf deren Gebiet sich das Netz befindet, bestellt die Regierung den Betreiber des Verteilernetzes.

Bei dieser Bestellung werden die folgenden Bedingungen eingehalten:

1° die Gemeinde schlägt einen Verteilernetzbetreiber vor, nach einem öffentlichen Bewerberaufruf und auf der Grundlage eines transparenten und nichtdiskriminierenden Verfahrens und von vorab definierten und veröffentlichten Kriterien;

2° der vorgeschlagene Netzbetreiber genügt den in vorliegendem Dekret aufgeführten Bestellungsbedingungen, und verfügt über die erforderliche technische und finanzielle Fähigkeit;

3° die Gemeinde darf nicht eingeschlossen sein, außer wenn es sich um einen für die Gemeinde spezifischen Verteilernetzbetreiber handelt. Die Bedingung, dass die Gemeinde nicht eingeschlossen sein darf, gilt nicht für die Gemeinden, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des Dekrets vom 8. November 2018 zur Abänderung des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts und des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts als eingeschlossen galten;

4° für den Betrieb des Stromverteilernetzes darf die Gemeinde nicht mehrere Verteilernetzbetreiber auf ihrem Gebiet vorschlagen.

Wenn der bestellte Netzbetreiber zum Zeitpunkt seiner Bestellung nicht Eigentümer des Netzes ist oder keinen Nutzungsanspruch auf dieses Netz hat, erfolgt die Bestellung unter der aufschiebenden Bedingung, dass der Netzbetreiber dieses Besitz- oder Nutzungsrecht erwirbt.“;

2° in Paragraph 2 Absatz 1 werden die folgenden Sätze aufgehoben: „Bei Aufspaltung entscheidet die Regierung auf Vorschlag der CwaPE, ob die neuen Einheiten eine Neubesetzung des Mandats des Verteilernetzbetreibers erhalten müssen oder nicht. Bei einer Fusion von Verteilernetzbetreibern bleibt das Mandat über den für die Mandate gewährten längsten Zeitraum bestehen.“

3° Paragraph 2 wird um zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Das Verfahren und die Bedingungen nach Paragraph 1 gelten:

1° wenn die Bestellung eines Verteilernetzbetreibers die ursprünglich festgelegte Frist erreicht;

2° wenn der Verteilernetzbetreiber vor dem Ende der für seine Bestellung festgesetzten Frist geändert wird, was der Umstand oder das Rechtsgeschäft, der bzw. das diese Änderung veranlasst hat, auch sein mag.

Was die in Absatz 2 Ziffer 2 vorgesehenen Fälle betrifft, gilt die neue Bestellung bis zur für die Bestellung des vorigen Verteilernetzbetreibers ursprünglich vorgesehenen Frist.“;

4° der Artikel wird um einen Paragraphen 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“ § 4. Die Regierung kann die Bedingungen und das Verfahren für die Bestellung genauer bestimmen, ob diese Bestellung nach oder vor dem Ablauf der Frist der ursprünglichen Bestellung stattfindet.”

Art. 3 - Artikel 10bis § 1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 werden die Wörter “Falls der Netzbetreiber von einer Gemeinde, die auf ihrem Gebiet einen Teil des Netzes besitzt, oder von einer umschlossenen Gemeinde vorgeschlagen wurde, kann die Regierung, wenn sie diesen Netzbetreiber laut Artikel 10, § 1 unter aufschiebender Bedingung bestimmt,” durch folgende Wörter ersetzt: “Falls die Gemeinde entweder eingeschlossen ist, oder von zwei Verteilernetzbetreibern bedient wird, oder falls sie einen anderen Netzbetreiber als denjenigen, dessen Mandat zurzeit noch läuft oder abläuft, vorschlägt, kann die Regierung”;

2° in Absatz 1 werden die Wörter “, das für die Erfüllung der Aufgaben des von ihr vorgeschlagenen Verteilernetzbetreibers nötig ist” durch die Wörter “, wenn diese Enteignung für die Erfüllung der Aufgaben des von ihr vorgeschlagenen Verteilernetzbetreibers nötig ist” ersetzt;

3° Absatz 2 wird gestrichen.

KAPITEL II — *Abänderungen des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts*

Art. 4 - Artikel 2 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 11. Februar 2018, wird um eine Ziffer 57 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

57° “eingeschlossene Gemeinde”: die Gemeinde, deren auf ihrem Gebiet befindliches Verteilernetz ganz oder teilweise von einem anderen Betreiber als dem Netzbetreiber aller angrenzenden Gemeinden betrieben wird;”

Art. 5 - In Artikel 10 desselben Dekrets, abgeändert durch die Dekrete vom 17. Juli 2008 und 21. Mai 2015 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 wird der Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

“Nach abgegebener Stellungnahme der CWaPE und auf Vorschlag der Gemeinde(n), auf deren Gebiet sich das Netz befindet, bestellt die Regierung den Betreiber des Verteilernetzes.”

2° in Paragraph 1 wird Absatz 2 durch zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ersetzt:

“Die Bestellung unterliegt folgenden Bedingungen:

1° die Gemeinde schlägt einen Verteilernetzbetreiber vor, nach einem öffentlichen Bewerberaufruf und auf der Grundlage eines transparenten und nichtdiskriminierenden Verfahrens und von vorab definierten und veröffentlichten Kriterien;

2° der vorgeschlagene Netzbetreiber genügt den in vorliegendem Dekret aufgeführten Bestellungsbedingungen, und verfügt über die erforderliche technische und finanzielle Fähigkeit;

3° die Gemeinde darf nicht eingeschlossen sein, außer wenn es sich um einen für die Gemeinde spezifischen Verteilernetzbetreiber handelt. Die Bedingung, dass die Gemeinde nicht eingeschlossen sein darf, gilt nicht für die Gemeinden, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des Dekrets vom 8. November 2018 zur Abänderung des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts und des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts als eingeschlossen galten;

4° für den Betrieb des Gasverteilernetzes darf die Gemeinde nicht mehrere Verteilernetzbetreiber auf ihrem Gebiet vorschlagen.

Wenn der bestellte Netzbetreiber zum Zeitpunkt seiner Bestellung nicht Eigentümer des Netzes ist oder keinen Nutzungsanspruch auf dieses Netz hat, erfolgt die Bestellung unter der aufschiebenden Bedingung, dass der Netzbetreiber dieses Besitz- oder Nutzungsrecht erwirbt.”;

3° in Paragraph 1 wird Absatz 3 aufgehoben;

4° in Paragraph 2 Absatz 2 werden die folgenden Sätze aufgehoben: “Bei Aufspaltung entscheidet die Regierung auf Vorschlag der CWaPE, ob die neuen Einheiten eine Neubesetzung des Mandats des Verteilernetzbetreibers erhalten müssen oder nicht. Bei einer Fusion von Verteilernetzbetreibern bleibt das Mandat über den für die Mandate gewährten längsten Zeitraum bestehen.”

5° Paragraph 2 wird um zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Das Verfahren und die Bedingungen nach Paragraph 1 gelten:

1° wenn die Bestellung eines Verteilernetzbetreibers die ursprünglich festgelegte Frist erreicht;

2° wenn der Verteilernetzbetreiber vor dem Ende der für seine Bestellung festgesetzten Frist geändert wird, was der Umstand oder das Rechtsgeschäft, der bzw. das diese Änderung veranlasst hat, auch sein mag.

Was die in Absatz 3 Ziffer 2 vorgesehenen Fälle betrifft, gilt die neue Bestellung bis zur für die Bestellung des vorigen Verteilernetzbetreibers ursprünglich vorgesehenen Frist. Die Regierung kann beschließen, eine andere Frist zu bestimmen.”;

6° in Paragraph 3 werden die Wörter “Verfahren zur Ernennung, Neubesetzung und ” gestrichen;

7° der Artikel wird um einen Paragraphen 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“ § 4. Die Regierung kann die Bedingungen und das Verfahren für die Bestellung genauer bestimmen, ob diese Bestellung nach oder vor dem Ablauf der Frist der ursprünglichen Bestellung stattfindet.”

Art. 6 - Artikel 10bis § 1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 werden die Wörter “Falls der Netzbetreiber von einer Gemeinde, die auf ihrem Gebiet einen Teil des Netzes besitzt, oder von einer umschlossenen Gemeinde vorgeschlagen wurde, kann die Regierung, wenn sie diesen Netzbetreiber laut Artikel 10, § 1 unter aufschiebender Bedingung bestimmt,” durch folgende Wörter ersetzt: “Falls die Gemeinde entweder eingeschlossen ist, oder von zwei Verteilernetzbetreibern bedient wird, oder falls sie einen anderen Netzbetreiber als denjenigen, dessen Mandat zurzeit noch läuft oder abläuft, vorschlägt, kann die Regierung”;

2° in Absatz 1 werden die Wörter “, das für die Erfüllung der Aufgaben des von ihr vorgeschlagenen Verteilernetzbetreibers nötig ist” durch die Wörter “, wenn diese Enteignung für die Erfüllung der Aufgaben des von ihr vorgeschlagenen Verteilernetzbetreibers nötig ist” ersetzt;

3° Absatz 2 wird aufgehoben.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 8. November 2018

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit,
den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien,
Beschäftigung und Ausbildung

P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten,
Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen

V. DE BUE

—
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2018-2019

Dokumente des Wallonischen Parlaments 1190 (2018-2019) Nrn. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 7. November 2018.

Diskussion.

Abstimmung.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/205733]

8 NOVEMBER 2018. — Decreet tot wijziging van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt en het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijziging in het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt*

Artikel 1. In artikel 2 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, gewijzigd bij het decreet van 11 april 2014, wordt punt 52°, opgeheven bij het decreet van 11 april 2014, opnieuw opgenomen als volgt :

“52° “ingesloten gemeente”: de gemeente waarvan het gehele of een deel van het distributienet dat op haar grondgebied is gelegen, beheerd wordt door een andere beheerder dan de beheerder van het net van de gezamenlijke aangrenzende gebieden;”.

Art. 2. In artikel 10 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 17 juli 2008, 11 april 2014 en 11 mei 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de eerste en tweede leden vervangen als volgt :

“§ 1. De Regering wijst, na advies van de CWaPE en op voorstel van de gemeente(en) op het grondgebied waarvan het net is gelegen, de distributienetbeheerder aan.

De aanwijzing leeft de volgende voorwaarden na :

1° na een openbare oproep tot kandidaten stelt de gemeente op grond van een transparante en niet-discriminerende procedure en op basis van vooraf bepaalde en bekendgemaakte criteria een distributienetbeheerder voor;

2° de voorgestelde netbeheerder voldoet aan de in dit decreet bedoelde aanwijzingsvoorwaarden en beschikt over de nodige technische en financiële middelen;

3° de gemeente mag niet ingesloten zijn tenzij de distributienetbeheerder voor de gemeente specifiek is. De voorwaarde van niet-insluiting is niet van toepassing op de gemeenten die ingesloten zijn op het moment van de inwerkingtreding van het decreet van 8 november 2018 tot wijziging van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt en het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt;

4° de gemeente mag niet meerdere distributienetbeheerders op haar grondgebied voorstellen voor het beheer van de elektriciteitsdistributienet.

Indien de aangewezen netbeheerder op het moment van zijn aanwijzing niet eigenaar is van het net of geen gebruiksrecht heeft op dat net, geschiedt de aanwijzing onder de opschortende voorwaarde dat de netbeheerder dat eigendoms- of gebruiksrecht verwerft.”;

2° in § 2, eerste lid, worden de zinnen "In geval van splitsing beslist de Regering, op de voordracht van de CWaPE, of de nieuwe entiteiten al dan niet een hernieuwd mandaat van distributienetbeheerder moeten krijgen. In geval van een fusie van de distributienetbeheerders blijft het mandaat bestaan voor de langste termijn van de toegekende mandaten." opgeheven;

3° paragraaf 2 wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

"De in § 1 bedoelde procedure en voorwaarden zijn van toepassing :

1° wanneer de aanwijzing van een distributienetbeheerder de oorspronkelijk vastgestelde vervaldatum bereikt;

2° wanneer een wijziging van distributienetbeheerder plaatsvindt vóór het verstrijken van de aanwijzing, ongeacht de omstandigheden of de rechtshandeling die tot deze wijziging aanleiding heeft gegeven.

Voor de in het tweede lid, 2°, bedoelde gevallen is de nieuwe aanwijzing geldig tot de vervaldatum die oorspronkelijk is vastgesteld voor de aanwijzing van de vorige distributienetbeheerder.";

4° het wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt :

"§ 4. De Regering kan de aanwijzingsvoorwaarden en -procedure bepalen ongeacht of deze aanwijzing op termijn of voor de vervaldatum van de oorspronkelijke aanwijzing gebeurt."

Art. 3. In artikel 10*bis*, § 1, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "Als de netbeheerder wordt voorgedragen door een gemeente die eigenaar is van een deel van het op haar grondgebied gelegen net of door een ingesloten gemeente, kan de Regering, indien ze die netbeheerder aanstelt onder een opschortende voorwaarde, overeenkomstig artikel 10, § 1," vervangen door de woorden "Als de gemeente ofwel ingesloten is, ofwel bevoorrad wordt door twee distributienetbeheerders, ofwel een andere distributienetbeheerder voorstelt dan degene wiens mandaat lopend is of verstrijkt, kan de Regering";

2° in het eerste lid van de Franse versie worden de woorden "et nécessaire" vervangen door de woorden ", lorsque cette expropriation est nécessaire";

3° het tweede lid wordt opgeheven.

HOOFTUK II. — Wijziging in het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt

Art. 4. Artikel 2 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, laatst gewijzigd bij het decreet van 11 mei 2018, wordt aangevuld met een punt 57°, luidend als volgt :

"57° "ingesloten gemeente": de gemeente waarvan het gehele of een deel van het distributienet dat op haar grondgebied is gelegen, beheerd wordt door een andere beheerder dan de beheerder van het net van de gezamenlijke aangrenzende gebieden;"

Art. 5. In artikel 10 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 17 juli 2008 en 21 mei 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt het eerste lid vervangen als volgt :

"De Regering wijst, na advies van de CWaPE en op voorstel van de gemeente(en) op het grondgebied waarvan het net is gelegen, de distributienetbeheerder aan".

2° in paragraaf 1 wordt het tweede lid vervangen door tweede leden, luidend als volgt :

"De aanwijzing leeft de volgende voorwaarden na :

1° na een openbare oproep tot kandidaten stel de gemeente op grond van een transparante en niet-discriminerende procedure en op basis van vooraf bepaalde en bekendgemaakte criteria een distributienetbeheerder voor;

2° de voorgestelde distributienetbeheerder voldoet aan de in dit decreet bedoelde aanwijzingsvoorwaarden en beschikt over de nodige technische en financiële middelen;

3° de gemeente mag niet ingesloten zijn tenzij de distributienetbeheerder voor de gemeente specifiek is. De voorwaarde van niet-insluiting is niet van toepassing op de gemeenten die ingesloten waren op de inwerkingtreding van het decreet van 8 november 2018 tot wijziging van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt en het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt;

4° de gemeente mag niet meerdere distributienetbeheerders op haar grondgebied voorstellen voor het beheer van de gasdistributienet.

Indien de aangewezen netbeheerder op het moment van zijn aanwijzing niet eigenaar is van het net of geen gebruiksrecht heeft op dat net, geschiedt de aanwijzing onder de opschortende voorwaarde dat de netbeheerder dat eigendoms- of gebruiksrecht verwerft.";

3° in paragraaf 1 wordt het derde lid geschrapt;

4° in paragraaf 2, tweede lid, worden de zinnen "In geval van splitsing beslist de Regering, op de voordracht van de CWaPE, of de nieuwe entiteiten al dan niet een hernieuwd mandaat van netbeheerder moeten krijgen. In geval van een fusie van de netbeheerders blijft het mandaat bestaan voor de langste termijn van de toegekende mandaten." opgeheven;

5° paragraaf 2 wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

"De in § 1 bedoelde procedure en voorwaarden zijn van toepassing :

1° wanneer de aanwijzing van een distributienetbeheerder de oorspronkelijk vastgestelde termijn bereikt;

2° wanneer een wijziging van distributienetbeheerder plaatsvindt vóór het verstrijken van de aanwijzing, ongeacht de omstandigheden of de rechtshandeling die tot deze wijziging aanleiding heeft gegeven.

Voor de in het derde lid, 2°, bedoelde gevallen is de nieuwe aanwijzing geldig tot de vervaldatum die oorspronkelijk is vastgesteld voor de aanwijzing van de vorige distributienetbeheerder."; De Regering kan beslissen om een verschillende vervaldatum vast te stellen.";

5° in paragraaf 3 wordt het woord "aanwijzings-, hernieuwings- en afzettingsprocedure" vervangen door het woord "afzettingsprocedure";

7° het wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt:

"§ 4. De Regering kan de aanwijzingsvoorwaarden en -procedure bepalen ongeacht of deze aanwijzing op termijn of voor de vervaldatum van de oorspronkelijke aanwijzing gebeurt."

Art. 6. In artikel 10bis, § 1, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "Als de netbeheerder wordt voorgedragen door een gemeente die eigenaar is van een deel van het op haar grondgebied gelegen net of door een ingesloten gemeente, kan de Regering, indien ze die netbeheerder aanstelt onder een opschortende voorwaarde, overeenkomstig artikel 10, § 1," vervangen door de woorden "Als de gemeente ofwel ingesloten is, ofwel bevoorradat wordt door twee distributienetbeheerders, ofwel een andere distributienetbeheerder voorstelt dan degene wiens mandaat lopend is of verstrijkt, kan de Regering";

2° in het eerste lid van de Franse versie worden de woorden "et nécessaire" vervangen door de woorden ", lorsque cette expropriation est nécessaire";

3° het tweede lid wordt opgeheven.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 8 november 2018.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en
Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

—
Nota

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waals Parlement 1190 (2018-2019) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 7 november 2018.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2018/14807]

19 JUILLET 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon décidant la révision du plan de secteur de Mons-Borinage (planche 38/7) et adoptant le projet de plan en vue de l'inscription d'une zone d'enjeu régional destinée à permettre les développements du parc animalier Pairi Daiza sur le territoire de la commune de Brugelette

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2017 fixant la répartition des compétences entre les Ministre et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 août 2017 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement ;

Vu le Code du Développement territorial (CoDT), les articles D.I.1, D.II.20 à 23, D.II.34, D.II.44 à 46, D.II.49 et 50, D.VIII.2, D.VIII.4, D.VIII.7, D.VIII.9, D.VIII.12, D.VIII.13 à 15, D.VIII.17 à 22, D.VIII.24 et D.VIII.28 à 36 ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 novembre 1983 établissant le plan de secteur de Mons-Borinage et ses révisions ultérieures ;

Vu le schéma de développement du territoire, adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999 ;

Vu le schéma d'orientation local n° 2 dit « Paradisio » de la commune de Brugelette, adopté définitivement par arrêté ministériel du 14 juillet 2009 ;

Situation actuelle

Considérant que le parc animalier Pairi Daiza est situé entre les villes d'Ath et de Mons, sur la commune de Brugelette, en bordure du village de Cambron-Casteau, où il s'inscrit dans un environnement d'habitat rural et agricole ; qu'il se situe à l'Est de l'aéroport militaire de Chièvres, de la route (N56) Mons - Ath et de la ligne de chemin de fer SNCB (L92) Mons - Ath (comportant le point d'arrêt de Cambron-Casteau), cette dernière jouxtant la limite du parc ;

Considérant que si, à son origine, en 1994, il occupait l'enceinte historique du site de l'ancienne abbaye cistercienne de Cambron-Casteau, d'une superficie de 49 ha, il s'est depuis progressivement étendu au-delà des limites de l'enceinte, au gré de ses développements successifs ;

Considérant que le domaine actuel est désormais circonscrit par :

- la rue de l'Abbaye au Nord jusqu'au petit hameau formé de l'ancien moulin et de quelques maisons à l'Est de l'intersection avec la rue de la Crampe ;
- la limite du parking n°2 au Nord-Est ;
- la route des Wespellières au Sud-Est et au Sud ;
- la ligne de chemin de fer L92 au Sud-Ouest ;